



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8619^e séance

Lundi 16 septembre 2019, à 10 heures
New York

Président : M. Nebenzia (Fédération de Russie)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Craft
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M. Radomski
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen; et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

M. Griffiths participe à la présente séance par visioconférence depuis Genève.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter aujourd'hui un nouvel exposé au Conseil sur la situation au Yémen.

Aujourd'hui, j'argumenterai, sur la base des faits dont nous disposons, pour dire que nous n'avons pas de temps à perdre pour avancer avec détermination et résolution vers un règlement politique du conflit au Yémen. Dans mon dernier exposé au Conseil (voir S/PV.8598), j'ai lancé le même appel. Les faits en notre possession rendent même cela encore plus irréfutable.

Quelles sont les raisons qui motivent cet appel? La première raison est l'escalade militaire préoccupante. L'attaque qui a visé les installations d'ARAMCO, en Arabie saoudite, dans la matinée du samedi 14 septembre, qui a profondément perturbé la production de pétrole brut du Royaume, a des conséquences bien au-delà de la région. Au minimum, des actes de cette nature risquent d'entraîner le Yémen dans un conflit régional car nous pouvons être certains d'une chose : cet incident extrêmement grave multiplie le risque d'un conflit régional et porte gravement préjudice à un rapprochement. Le Yémen étant lié d'une manière ou d'une autre à cette possibilité, rien de cela ne lui est favorable.

Cette éventualité est franchement terrifiante et totalement contraire aux nombreuses conversations détaillées que j'ai eues ces dernières semaines au Yémen, dans la région et ailleurs en faveur d'une série de mesures que devraient prendre les parties pour apaiser la situation. L'on ne sait pas clairement qui est le responsable de cette attaque, mais le fait qu'Ansar Allah l'ait revendiquée est suffisamment inquiétant. Quoi que nous puissions découvrir à propos de cette attaque, elle signale clairement que le Yémen semble s'écarter de la paix à laquelle nous aspirons tous. Chaque jour que la guerre se poursuit, la menace posée à la stabilité régionale s'aggrave, comme nous l'avons constaté. Nous devons faire preuve d'audace.

Il est toujours et inévitablement pas fondé de choisir d'appeler l'attention sur un événement plutôt qu'un autre dans une guerre aussi vaste, complexe et violente que celle qui touche le Yémen. Nous le faisons cependant, comme je le fais aujourd'hui, pour illustrer les horreurs de la guerre et en appeler à la conscience collective, en mettant l'accent sur la terreur dans laquelle vivent au quotidien les citoyens yéménites ordinaires.

L'attaque qui a visé Dhamar le 1^{er} septembre a provoqué la mort d'environ 110 personnes et a fait 43 blessés. Seules quelques personnes sont sorties indemnes de ce bâtiment. Je suis au fait des raisons invoquées pour cette attaque. Mon objectif ici n'est évidemment pas de juger la décision prise, mais cette attaque nous rappelle on ne peut plus clairement tout ce que nous voulons faire cesser. Les actes que j'ai décrits rendent la paix plus difficile, et donc plus nécessaire.

La deuxième raison de mon appel, c'est la situation dans le sud. Les événements sur place nous présentent un calme étrange. La ville d'Aden reste largement sous le contrôle du Conseil de transition du Sud. Dans la ville voisine d'Abiyan, ses forces affrontent celles du Gouvernement yéménite. À Chaboua, plus à l'est et au nord, un face-à-face indécis s'est instauré. Des forces venant d'autres fronts se sont mobilisées pour appuyer leurs camps respectifs dans cette crise nouvelle et dangereuse. Ces manœuvres déstabilisent ces autres fronts, encourageant un nouvel aventurisme militaire.

Il n'y a vraiment rien de bon à dire sur cette situation au-delà du calme que j'ai mentionné. Je suis, bien sûr, encouragé par les appels à la paix lancés dans les provinces méridionales par d'autres groupes qui ne veulent pas que les événements d'Aden se reproduisent ou se répandent. Néanmoins, le risque d'une nouvelle fragmentation, d'une flambée de violence et de

nouveaux déplacements est réel. Le statut des forces et de leur réarmement pousse même les plus optimistes d'entre nous à la prudence. Je condamne, comme je l'ai fait le mois dernier devant le Conseil, les efforts inacceptables du Conseil de transition du Sud visant à prendre le contrôle d'institutions publiques par la force. Le fonctionnement des institutions d'État est nécessaire et doit être assuré.

À Djedda, le Royaume d'Arabie saoudite est fermement décidé à se faire le médiateur d'une solution. Nous avons abordé cette question durant la dernière séance du Conseil, le 20 août. Je souhaite plein succès au Royaume. Comme je l'ai dit le mois dernier, il est bien le médiateur indispensable et il donne son sens à l'expression voulant que sa réussite soit également la nôtre. Je salue la présence de délégations du Gouvernement yéménite, sous la direction du Président Hadi Mansour, et du Conseil de transition du Sud à Djedda. Je sais que le Conseil souhaite comme moi plein succès aux Saoudiens, à leurs dirigeants et aux deux délégations dans leurs efforts cruciaux visant à faire reculer cette menace à l'existence même du Yémen.

Comme l'ont déjà souligné de nombreuses personnes, le message profond et retentissant qu'illustrent les événements dans le sud est un appel à mettre fin d'urgence au conflit dans tout le Yémen. Comme me l'a dit le Président Hadi Mansour le mois dernier, il est urgent d'accomplir des progrès si nous ne voulons pas que la guerre continue de s'étendre. Nous n'avons tout simplement pas d'argument ou d'option, et notre énergie ne pourrait être mieux employée qu'en nous lançant dans cette entreprise. Nous constatons que la guerre ne se contente pas de continuer à ruiner la vie et les moyens de subsistance d'hommes et de femmes yéménites, mais qu'elle menace également de se transformer en une menace à l'existence même du Yémen. Nous devons donc nous mobiliser pour y mettre fin, et nous devons le faire rapidement.

En dépit de ce tableau manifestement sombre, nous avons enregistré des progrès limités durant le mois écoulé. Depuis mon dernier exposé, les parties ont pris de nouvelles mesures pour appliquer l'Accord de Stockholm. Les 8 et 9 septembre, les parties ont organisé la sixième réunion conjointe du Comité de coordination du redéploiement dans la mer Rouge pour aborder les questions du renforcement du cessez-le-feu, du dégagement des lignes de front et de la mise en œuvre du plan de redéploiement des forces. Cette rencontre s'est déroulée dans une atmosphère très positive et

pragmatique, et je suis reconnaissant aux dirigeants des parties qui ont fait qu'il en soit ainsi et à leurs représentants sur ce navire.

Je suis très heureux d'annoncer que le cessez-le-feu tripartite et le mécanisme de désescalade sont bien portants et qu'un centre des opérations conjoint a déjà été créé et fonctionne depuis une semaine. Ce mécanisme, qui s'est fait attendre, permet de renforcer la communication entre les parties grâce à des attachés de liaison qui sont physiquement présents tous les jours 24 heures sur 24, mais aussi en établissant des contacts avec les commandants sur le terrain pour prévenir toute escalade militaire. De fait, ce mécanisme tripartite attendu, encore une fois, depuis trop longtemps, est la première initiative concrète conjointe depuis que l'Accord de Stockholm a été conclu. J'utilise le terme « concret » dans le sens d'un impact visible immédiatement sur la manière dont les parties opèrent à Hodeïda.

Ce sont, en l'occurrence, les parties qui ont demandé – je le répète, qui ont demandé – la mise en place de ce mécanisme, dans le cadre de leurs efforts pour consolider le cessez-le-feu. Je suis certain qu'il contribuera à sauver des vies. Nous avons déjà constaté une diminution du nombre d'incidents dans la ville de Hodeïda au cours de la semaine écoulée. Je suis donc encouragé par la volonté des parties de mettre en œuvre des mesures supplémentaires, notamment les réunions régulières des bureaux de liaison que j'ai mentionnés, ainsi que les rencontres à des endroits spécifiques le long des lignes de front, dans la ville de Hodeïda, en plus de l'ouverture de corridors humanitaires indispensables. La réduction durable de la violence – qui reste sujette à controverse pour certains, mais pas pour nous – est l'une des principales réalisations de l'Accord sur Hodeïda à ce jour. Je me félicite des mesures concrètes qui sont prises pour la consolider et pour améliorer l'accès de l'aide humanitaire. Il faut rappeler que l'Accord sur Hodeïda était et reste un accord humanitaire. Tels étaient, tels sont et tels resteront les principaux objectifs de l'Accord conclu à Stockholm en décembre dernier.

Par ailleurs, j'avais présenté une proposition au Comité de coordination du redéploiement et, suite à une analyse détaillée, menée durant la dernière réunion du Comité et consacrée aux problèmes liés aux redéploiements dans le cadre de la première phase, que nous attendions tous depuis de nombreux mois, les parties sont maintenant saisies d'une proposition révisée, qu'elles doivent examiner d'urgence pour que

ces redéploiements puissent avoir lieu. Nous attendons leur réponse avant le 20 septembre, et j'appelle les parties à y répondre favorablement.

L'Accord sur Hodeïda progresse – lentement peut-être, et tardivement sans doute, mais délibérément. Pour ma part, j'espère que nous continuerons à essayer d'obtenir des améliorations dans le respect du cessez-le-feu pour prévenir des attaques de grande envergure dans la province. C'est tout l'objet de l'Accord. Dans l'intervalle, les parties ont maintenant à prendre les décisions concernant les redéploiements.

Comme nous l'avons entendu, et le Conseil y a assurément eu un rôle à jouer, je voudrais à présent féliciter le nouveau Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) et nouveau Président du Comité de coordination du redéploiement, mon ami et collègue le général Abhijit Guha. Personne ne me semble plus qualifié que lui pour ce rôle difficile, exigeant et important. Je lui souhaite plein succès à ce poste. Il va sans dire qu'il a tout mon appui. Je tiens également à renouveler ma gratitude à nos collègues de la MINUAAH qui continuent de travailler dans des conditions extrêmement difficiles et dont l'attention, la mobilisation et l'activité n'ont pas faibli dans la période entre le départ du général Løllesgaard et l'arrivée imminente du général Guha.

Je n'ai pas grand-chose à dire aujourd'hui sur les autres éléments de l'Accord conclu en Suède. Je ne constate aucune percée pour ce qui concerne la libération des prisonniers, ce qui est d'autant plus tragique au regard des morts recensées à Dhamar. Ma proposition pour la libération du premier groupe de prisonniers a été accueillie favorablement par l'une des parties, mais pas par l'autre, qui insiste au contraire pour que tous les prisonniers, où qu'ils se trouvent, soient libérés d'un seul coup – c'est ainsi qu'ils interprètent le concept d'échange global. J'ai bien peur que cette proposition ne soit pas réalisable. Si tel était le cas, nous l'aurions assurément suivie depuis un certain temps. Sachant que les deux parties hésitent, à tour de rôle, à révéler l'identité, l'existence et l'emplacement des prisonniers, il est extrêmement difficile, dans le brouillard de la guerre, d'identifier les prisonniers et leur emplacement – ce qui n'est pas unique au Yémen. C'est pourquoi j'avais conclu, à tort ou à raison, que nous devrions identifier et libérer les prisonniers du premier groupe, avant de continuer à identifier et à libérer d'autres groupes, jusqu'à épuisement de la liste des prisonniers convenue entre les parties. Pour l'heure, ce n'est pas possible.

La complexité de la situation militaire à Taëz, troisième élément convenu en Suède en décembre dernier, pose de sérieux défis à tous nos efforts, qui sont nombreux, pour mettre en œuvre la « Déclaration d'entente », comme est intitulé l'accord conclu à Stockholm. Cela étant, j'ai été encouragé par le fait que le Ministre yéménite de la planification, alors que nous étions réunis à Berlin il y a à peine quelques jours, s'est déclaré prêt à s'engager et à aider les habitants de Taëz, comme convenu à l'origine. Nous n'avons donc pas baissé les bras. Je voudrais désormais m'y atteler principalement en appuyant la communauté locale, ainsi que les groupes de femmes et les groupes locaux qui se sont toujours montrés très actifs sur ces mêmes questions à Taëz, et qui font cause commune. J'ai d'ailleurs eu le privilège de les rencontrer lors d'un séminaire organisé par l'Union européenne à Amman, il y a quelques semaines.

Ces groupes illustrent et incarnent une énergie, une créativité et une volonté d'améliorer les conditions de vie des familles et des civils qui sont véritablement remarquables. Je tiens à m'y associer et à les appuyer. Je suis convaincu qu'ils vont baliser le chemin que nous allons emprunter. J'espère que, lors d'une prochaine séance, le Conseil leur permettra de nous présenter un exposé des voies et moyens par lesquels les civils yéménites envisagent de régler les conflits qui les oppriment dans cette guerre. Notre objectif principal – leur objectif principal – à Taëz reste l'ouverture de couloirs humanitaires pour soulager la souffrance humaine et, naturellement, permettre l'accès de l'aide humanitaire.

J'ai commencé mon intervention en affirmant que les arguments incitant à agir d'urgence en faveur de la paix n'ont jamais été plus convaincants. J'espère que les éléments que j'ai évoqués concernant les différents aspects de la situation au Yémen – la guerre elle-même, la menace venant du sud, la direction pour l'instant incertaine dans laquelle l'attaque contre les installations d'ARAMCO, en Arabie saoudite, va nous mener – l'ont clairement montré.

De par les discussions détaillées que j'ai au quotidien avec les Yéménites – qu'ils représentent les autorités, les jeunes ou les femmes – et, de fait, avec des diplomates dépêchés par les États soucieux de mettre un terme au conflit, je sais, parce qu'ils me le font clairement savoir, qu'ils veulent que je m'attelle à mon travail, à l'instar du Conseil de sécurité, qui l'a dit sans ambiguïté dans la déclaration de la

Présidente (S/PRST/2019/9) dont je suis véritablement très reconnaissant. Par conséquent, en parallèle des efforts continus visant à mettre en œuvre l'Accord de Stockholm, et sans y renoncer le moins du monde, les parties yéménites doivent aller de l'avant pour reprendre un processus politique sans exclusive afin de parvenir à un règlement global permettant de mettre fin au conflit, et cela doit être fait sans retard. Nous devons entretenir la dynamique en place si nous voulons préserver l'unité et l'avenir du Yémen pour son peuple.

Au cours des prochaines semaines, j'entends poursuivre et intensifier les échanges que j'ai déjà commencé à avoir avec un large éventail de parties prenantes yéménites. Dans le cadre de ces efforts, j'ai l'intention d'entamer des discussions informelles avec différents acteurs, notamment les représentants des partis politiques, mais aussi avec des personnalités publiques et des représentants des femmes, des jeunes et de la société civile. Bien entendu, ces discussions porteront entre autres sur ce qu'ils considèrent comme les éléments clés devant être inclus dans l'accord final qui doit être défini, débattu et, espérons-le, convenu entre les parties dans un proche avenir.

Enfin, je voudrais ajouter quelques mots à titre personnel. J'étais présent en Suède lorsque les accords ont été conclus, comme nous le savons tous, je crois. Je suis donc, à titre personnel, très attaché à ces accords. Personne ne peut avoir le moindre doute quant à ma volonté ou à la volonté de l'ONU de faire en sorte que ces engagements soient concrétisés. On me rappelle souvent, par exemple, que l'Accord sur Hodeïda doit être mis en œuvre avant toute autre chose. Je veux donc dire que l'ONU continuera, sous la direction d'Abhijit Guha, de dépenser sans compter son temps, ses efforts ou son énergie pour atteindre cet objectif. Il ne doit pas y avoir le moindre doute à ce sujet. Il ne doit pas non plus y avoir le moindre doute sur le fait que cela n'entamera en rien les efforts essentiels que nous déployons pour parvenir à un règlement politique du conflit au Yémen. Je suis navré que ma déclaration ait été si longue.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Je voudrais, comme Martin, réitérer d'emblée la condamnation par l'ONU des attaques perpétrées samedi contre les installations pétrolières saoudiennes et réitérer l'appel lancé hier par le Secrétaire général à toutes les parties,

leur demandant de faire preuve de la plus grande retenue et de prévenir toute escalade.

Le 29 août, comme Martin vient de nous le rappeler, le Conseil de sécurité a publié une déclaration présidentielle sur le Yémen (S/PRST/2019/9) – la quatrième depuis 2015 et la première depuis l'adoption de la résolution 2451 (2018) en décembre dernier. Dans cette déclaration, le Conseil a plaidé en faveur des grandes priorités humanitaires, notamment, en premier lieu, le respect du droit international humanitaire; deuxièmement, un accès humanitaire sans entrave; troisièmement, une opération d'aide entièrement financée; et, quatrièmement, le soutien à l'économie en difficulté du Yémen.

Nombre de ces thèmes ont également été abordés dans la résolution 2451 (2018) et, en fait, dans presque tous les documents du Conseil depuis l'escalade des hostilités au Yémen, il y a plus de quatre ans. Nous avons également abordé ces questions en détail dans nos exposés mensuels au Conseil.

Et pourtant, à quelques exceptions près, nous ne semblons pas plus près des résultats que nous disons tous vouloir. Dans certains cas, nous nous en sommes même éloignés. Je voudrais maintenant présenter une mise à jour au Conseil de la situation actuelle sur chacune de ces questions.

Tout d'abord, qu'il me soit permis d'aborder la question du droit international humanitaire, qui exige de toutes les parties qu'elles respectent les civils et les infrastructures civiles et qu'elles veillent constamment à les préserver tout au long des opérations militaires. Depuis l'exposé du mois dernier, nous avons été témoins de nombreux incidents qui ont fait des morts ou des blessés parmi les civils ou endommagé l'infrastructure civile.

Il y a deux semaines, des frappes aériennes ont visé une prison de la province de Dhamar. En des temps meilleurs, cette installation avait été une université – illustration déprimante de ce que cette guerre a enlevé au Yémen. Plus de 100 personnes ont été tuées lors de cette attaque, ce qui en fait l'une des plus meurtrières du conflit. Ce qui s'est exactement passé au cours de cet incident reste controversé.

L'ampleur du carnage à Dhamar est choquante. Mais sinon, ce genre d'attaque est d'une fréquence inquiétante et familière. Il y a trois jours de cela, vendredi, les bombardements des forces affiliées à Ansar Allah à Hodeïda ont tué 11 civils, dont sept enfants. Le même jour, deux enfants ont été tués dans

un autre bombardement à Taëz. On pourrait citer de nombreux autres exemples analogues. Nous constatons la persistance au Yémen d'attaques qui tuent ou blessent des civils ou endommagent des infrastructures civiles essentielles.

Un cessez-le-feu à l'échelle nationale, comme je le préconise depuis longtemps, réduirait l'exposition de la population aux dangers actuels. Toutes les parties doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Une partie de cet engagement consiste à rendre des comptes en cas de violations graves. En 2017, le Conseil des droits de l'homme a créé le Groupe d'éminents experts chargés d'examiner les violations présumées des droits de l'homme. Il vient de publier un rapport troublant, et j'espère que son mandat sera de nouveau prolongé.

Deuxièmement, malgré les appels récents et répétés du Conseil en faveur d'un accès humanitaire sans entrave, l'environnement opérationnel des organismes d'aide n'a peut-être jamais été pire qu'à l'heure actuelle. En juin et juillet, les organismes humanitaires ont signalé 300 incidents qui ont entravé l'aide humanitaire, touchant 4,9 millions de personnes. Près de 90 % des incidents étaient dus à des obstacles bureaucratiques et à d'autres types d'interférence.

La plupart de ces incidents étaient dus à des restrictions imposées par les autorités d'Ansar Allah. Il s'agit notamment d'obstacles à l'enregistrement des bénéficiaires, de tentatives de détournement de l'aide et d'efforts visant à contrôler la sélection des partenaires d'exécution. Des travailleurs humanitaires ont été détenus aux postes de contrôle et, dans plusieurs cas, arrêtés arbitrairement. Le personnel est également victime d'intimidation et de harcèlement à l'aéroport de Sanaa.

Les autorités d'Ansar Allah cherchent maintenant à introduire de nouvelles réglementations pour les organisations non gouvernementales (ONG) internationales qui porteraient atteinte aux principes humanitaires. Un grand nombre de projets d'ONG dans le nord n'ont pas pu démarrer cette année, touchant quelque 4,3 millions de personnes.

Je suis également déçu que l'évaluation prévue depuis longtemps du pétrolier *FSO SAFER* n'ait pas eu lieu. Sur la base de l'accord préalable des autorités d'Ansar Allah, nous avons déployé l'équipe d'évaluation et le matériel des Nations Unies à Djibouti le mois dernier. L'évaluation aurait dû commencer le 27 août.

À l'approche de cette date, les autorités d'Ansar Allah ont soulevé plusieurs objections, en dépit de leur accord préalable. Nous avons travaillé d'arrache-pied pour surmonter ces objections, mais lorsqu'il est devenu évident qu'il était très improbable que nous progressions, nous avons dû renvoyer l'équipe.

Nous attendons avec impatience d'apporter notre aide au *FSO SAFER*, dans les limites de la faisabilité technique et des fonds disponibles. Mais c'est à Ansar Allah de décider si ce travail peut aller de l'avant. J'ai expliqué à maintes reprises au Conseil les risques que pose ce pétrolier et j'implore les États Membres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour nous permettre de traiter cette question aussi rapidement que possible. Notre équipe peut encore être déployée dans un délai de trois semaines si elle y est autorisée.

Dans le sud, les violences récentes qui se sont produites à Aden et dans d'autres régions illustrent à quel point la situation reste instable. Des millions de personnes dans le sud ont également besoin d'aide humanitaire, notamment pour prévenir et traiter le choléra ou éviter la faim extrême. Les services que nous fournissons dans le sud sont essentiels pour sauver des vies et réduire les souffrances dans cette région.

Les récents affrontements entre le Gouvernement et les forces affiliées au Conseil de transition du Sud ont sapé ce travail crucial, limitant certaines opérations pendant plusieurs jours. Malgré cela, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour maintenir les opérations sur la bonne voie. Le personnel humanitaire reste en place et ne part pas.

Mais cette instabilité, si l'on n'y remédie pas, continuera de représenter une menace potentielle sérieuse pour les opérations d'aide dans le sud. Nous sommes également préoccupés par les retards persistants du Gouvernement dans l'approbation des projets des ONG, qui bloquent actuellement les programmes de secours destinés à environ 1,6 million de personnes. Nous continuons de voir des goulots d'étranglement au point de contrôle de Dhoubab, où les exigences de la coalition ralentissent l'accès des organismes d'aide aux zones contrôlées par le Gouvernement le long de la côte ouest.

Le troisième point concerne le financement de l'opération d'aide. Malgré tous les problèmes d'accès, nous pouvons atteindre les populations et sauver des vies si les organismes humanitaires sont financés adéquatement. Encore une fois, que je sois bien clair : si

elle est financée, l'opération d'aide contribuera à sauver des millions de vies.

J'ai reçu ce matin la confirmation des autorités saoudiennes qui prévoient, le 25 septembre, de transférer 500 millions de dollars en un seul versement à mon bureau pour honorer l'engagement qu'elles ont pris en février en faveur du Plan d'aide humanitaire au Yémen. Je m'en réjouis vivement et j'attends avec impatience la signature des accords le 25 septembre, en même temps que le transfert des fonds ce jour-là.

Les Émirats arabes unis viennent également d'allouer 200 millions de dollars au Plan d'aide. Ce montant comprend 100 millions de dollars pour le Programme alimentaire mondial et 100 millions de dollars supplémentaires acheminés par mon bureau pour d'autres priorités urgentes.

Tant qu'il n'y aura pas plus d'argent à la banque, nous ne serons pas en mesure de rouvrir les programmes de vaccination et les centres de nutrition ou de reprendre le travail de prévention du choléra ou d'autres activités que nous avons dû arrêter ces dernières semaines. D'autres programmes ciblant des millions de personnes resteront également gravement menacés. C'est pourquoi, une fois de plus, je me félicite de l'évolution de la situation dont je viens d'informer le Conseil.

Le quatrième point que le Conseil a souligné dans sa déclaration présidentielle du 29 août, c'est la situation économique difficile du Yémen. C'est une question qui exige plus d'attention. Les indicateurs récents sont alarmants. Le taux de change se déprécie une fois de plus et oscille actuellement autour d'un peu plus de 600 rials yéménites pour un dollar, contre, comme le Conseil s'en souviendra, 215 rials pour un dollar avant la crise. Nous n'avons pas vu ce taux franchir le seuil des 600 rials depuis l'année dernière, lorsqu'une dépréciation incontrôlée s'est installée dans le pays et a provoqué d'importantes hausses des prix alimentaires.

Parce que le Yémen importe presque tout, l'augmentation des taux de change signifie que des millions d'autres personnes n'ont pas les moyens de se nourrir et d'acheter d'autres produits essentiels. L'an dernier, l'effondrement de la monnaie a été l'un des principaux facteurs qui ont poussé le Yémen au bord de la famine généralisée.

Par le passé, les injections de devises ont contribué à stabiliser le taux de change. L'an dernier, un tel soutien a rapidement ramené le taux d'un pic de 800 rials à environ 400 rials. Nous avons besoin d'un

programme régulier et prévisible pour ces injections, et j'espère que les partenaires du Yémen y contribueront. J'ai été encouragé d'apprendre la semaine dernière que l'Arabie saoudite avait débloqué 90 millions de dollars supplémentaires pour la banque centrale sur un dépôt de 2 milliards de dollars annoncé en janvier 2018.

Je reste également préoccupé par les répercussions possibles de la réglementation du nouveau Gouvernement yéménite sur les importations commerciales de carburant, notamment le décret 49. Nous craignons que de telles mesures ne découragent les flux d'importations critiques malgré l'existence d'un mécanisme efficace d'inspection et de contrôle des Nations Unies visant à les faciliter. L'application plus stricte de la réglementation entraîne déjà des retards pour les navires commerciaux desservant Hodeïda. À ce jour, le Gouvernement et la coalition bloquent l'entrée à Hodeïda de 10 navires important du carburant commercial. Pris ensemble, ces navires transportent 163 000 tonnes de carburant, ce qui est supérieur à un mois moyen d'importations de carburant.

L'effet sur des centaines de milliers de familles se fait déjà sentir. Les personnes qui survivent à peine aujourd'hui se heurteront à encore davantage de difficultés tant que des niveaux adéquats d'importations commerciales, dont le carburant, ne pourront entrer de façon ininterrompue dans le pays par tous les ports. À la suite des pénuries de carburant survenus en avril dernier, le Gouvernement a mis en place des dispositions plus souples, et les pénuries se sont atténuées. Selon les déclarations du Gouvernement à l'époque, cette approche n'a pas porté atteinte à l'objectif déclaré de la réglementation. Aussi espérons-nous que le Gouvernement empruntera à nouveau cette voie. Nous appelons également Ansar Allah à cesser de s'ingérer dans les marchés des carburants, ce qui ne fait qu'aggraver les pénuries.

Au-delà de ces priorités humanitaires, la déclaration de la Présidente a principalement abordé la nécessité urgente de remettre le processus de paix sur les rails. Nous sommes tous d'accord sur le fait que la paix est ce dont le Yémen a le plus besoin, et Martin Griffiths et son équipe peuvent compter sur notre plein appui au travail qu'ils accomplissent avec les parties à cette fin.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Lowcock.

Avant toute chose, je voudrais m'associer à la condamnation sans équivoque par l'ONU des attaques perpétrées le 14 septembre contre les installations d'ARAMCO, en Arabie saoudite. Ces attaques irresponsables et odieuses sont totalement injustifiables. Le fait qu'il n'y a pas eu de victimes relève de la pure chance et non pas d'une volonté particulière des auteurs. Menacer des zones civiles et des infrastructures commerciales est une violation du droit international, en plus d'être un acte de provocation dangereux. Je suis sûre que tous les membres du Conseil joindront leur voix aujourd'hui pour condamner ces attaques, qui non seulement constituent une menace manifeste à la paix et à la sécurité régionales et internationales, mais aussi visent à perturber l'approvisionnement mondial en pétrole.

Pour l'instant, nous sommes encore en train d'évaluer ce qui s'est passé et cherchons à déterminer qui est responsable de ces attaques. Une fois que cela sera chose faite, nous discuterons avec nos partenaires pour voir comment procéder de façon responsable. Nous espérons que la communauté internationale réagira de manière unie à ces terribles attaques.

S'agissant de la situation au Yémen, je note avec beaucoup de tristesse et d'inquiétude que la situation ne s'améliore pas. Ce que nous avons entendu aujourd'hui de la part du Coordonnateur des secours d'urgence et de l'Envoyé spécial montre que nous courons un grave danger d'une nouvelle dégradation de la situation malgré les efforts de chacun. Nous sommes vivement préoccupés par l'escalade de la violence dans le sud et condamnons le recours à la force par le Conseil de transition du Sud pour s'emparer des institutions étatiques.

Les pourparlers dirigés par les Saoudiens à Djedda ont besoin de notre plein appui, et toutes les parties doivent cesser les hostilités et y participer. Nous appuyons les efforts de l'Arabie saoudite et espérons que les pourparlers permettront de parvenir à un accord qui intégrera des représentants du sud au Gouvernement yéménite et le rendra plus représentatif. L'inclusion est un pilier clef de la stabilité, comme nous

l'avons vu dans tant de conflits de par le monde. Pour sa part, le Royaume-Uni est prêt à apporter son aide par tous les moyens possibles, et nous appuyons ce que le Secrétaire général adjoint a dit au sujet de l'accès sûr, rapide et sans entrave des secours humanitaires et des biens commerciaux. Les marchandises doivent pouvoir circuler librement par le port d'Aden dans l'ensemble du sud et vers le nord du pays, et nous appelons les parties à assurer le fonctionnement sans interruption des institutions et la protection des civils contre les violations des droits de l'homme.

L'Envoyé spécial a consacré à juste titre une grande partie de son exposé au processus politique sans exclusive en général. Nous continuons d'appuyer fermement les efforts déployés à cette fin. Les événements du week-end dernier et ceux du mois passé dans le sud du Yémen leur ont donné un nouvel élan. Dans la déclaration de la Présidente S/PRST/2019/9 du 29 août, le Conseil a appuyé sans réserve l'Envoyé spécial et l'action qu'il mène avec les parties afin d'ouvrir la voie à la reprise de négociations globales, sans tarder, sur les arrangements politiques et de sécurité nécessaires pour mettre un terme au conflit et renouer avec une transition pacifique au Yémen. Nous attendons de ces négociations qu'elles associent toutes les parties à un dialogue sans exclusive afin de régler les différends et de répondre aux préoccupations légitimes de tous les Yéménites, y compris ceux du sud, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

S'agissant de la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm et de l'Accord sur la ville de Hodeïda et les ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa, nous nous félicitons également de la nomination du général Guha et attendons avec intérêt de travailler avec lui. Je tenais à saluer la récente réunion du Comité de coordination du redéploiement qui s'est tenue les 8 et 9 septembre et à exhorter les parties à participer de manière constructive à ce processus et à mener à bien les négociations en cours afin de permettre la mise en œuvre des première et deuxième phases de l'Accord sur Hodeïda.

Le Secrétaire général adjoint nous a fait part de la situation catastrophique marquée par les attaques, la violence et les violations du droit international humanitaire. J'ai trouvé particulièrement choquant ce qu'il a dit sur l'environnement opérationnel et les 300 incidents qui ont touché près de 5 millions de personnes, et j'estime que le Conseil doit réagir. Nous nous faisons également l'écho de ses appels concernant la nécessité de s'atteler au problème du pétrolier. Je me

demande pourquoi nous nous heurtons à tant d'obstacles bureaucratiques de la part d'Ansar Allah et ce qui se cache derrière. Cela dit, nous attendons de toutes les parties qu'elles collaborent avec l'ONU et les autres organismes humanitaires pour que l'aide parvienne à ceux qui en ont si désespérément besoin.

Le point positif, comme l'a également dit M. Lowcock, c'est que le Royaume d'Arabie saoudite s'est engagé à verser 500 millions de dollars le 25 septembre, pendant la semaine de haut niveau. C'est une nouvelle extrêmement bienvenue et nous nous joignons aux autres pour remercier les autorités saoudiennes de cette décision. Tous les donateurs doivent maintenant se demander s'ils peuvent fournir des fonds supplémentaires cette année pour que l'appel humanitaire de 4,2 milliards de dollars soit entièrement financé. Pour notre part, nous avons déjà déboursé 87 % de notre financement et étudions la possibilité d'en faire plus.

Enfin, j'en dirai davantage lorsque nous passerons aux consultations à huis clos, mais je voudrais terminer en me faisant l'écho de ce que le Secrétaire général adjoint a dit au sujet de l'économie. Nous sommes nous aussi très préoccupés par le blocage de navires pétroliers au large de Hodeïda. Nous espérons que le Gouvernement yéménite coopérera de manière constructive avec les importateurs dans la mise en œuvre effective du décret 49 et que les recettes pourront être utilisées pour le paiement régulier des salaires publics dans toutes les régions du pays. Il est vital que le carburant continue d'entrer dans les ports de la mer Rouge afin de réduire le risque d'une hausse des prix à la pompe, qui aggraverait encore la situation humanitaire.

M^{me} Craft (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés. Nous sommes reconnaissants à leurs équipes de leurs efforts inlassables, et je me réjouis de travailler avec elles pour apporter une paix et une sécurité durables au peuple yéménite.

Avant de poursuivre, j'aimerais évoquer brièvement les attaques profondément troublantes perpétrées contre les installations pétrolières saoudiennes le week-end dernier. Les États-Unis condamnent ces attentats avec la plus grande fermeté. Nous nous tenons résolument aux côtés de nos amis saoudiens. Nous devons tous faire preuve de lucidité s'agissant de cet événement – il s'agit d'une attaque directe contre l'approvisionnement énergétique mondial.

Des revendications de responsabilité ont été faites. Toutefois, comme l'a indiqué clairement le Secrétaire d'État, M. Mike Pompeo, il n'y a aucune preuve que ces attaques ont été lancées à partir du Yémen. De nouvelles informations indiquent que l'Iran en porte la responsabilité.

Pour en revenir à la présente séance, les États-Unis voudraient présenter leurs condoléances pour les pertes en vies humaines causées par les affrontements au Yémen. Ces troubles incessants détournent l'attention du processus de règlement, ce qui ne profite qu'à Al-Qaïda dans la péninsule arabique et à d'autres acteurs malveillants. Nous exhortons les parties à tirer parti des pourparlers menés sous l'égide de l'Arabie saoudite pour régler leurs différends, et nous félicitons ce pays d'avoir mis en place ce cadre de dialogue. Pour le dire clairement, le recours à la force pour exprimer des doléances ne fera que déstabiliser davantage le Yémen et entraîner davantage de souffrances. Seul un règlement politique inclusif permettra de garantir la stabilité, l'unité et la prospérité du Yémen à long terme.

Nous appuyons les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour faciliter la conclusion d'un accord politique global, et nous encourageons les parties à réaliser des progrès concrets, notamment en appliquant l'Accord sur Hodeïda. Nous appelons les houthistes à mettre un terme à leurs attaques qui s'intensifient de plus en plus, et qui touchent des civils en Arabie saoudite. En outre, l'Iran doit cesser d'apporter une aide meurtrière au mépris de l'embargo sur les armes énoncé dans la résolution 2216 (2015).

Comme l'a expliqué le Secrétaire général adjoint dans son exposé, les civils continuent d'être les premières victimes de ce conflit : près de 80 % de la population a besoin d'une aide humanitaire. Qu'il me soit permis de me répéter : près de 80 pour cent de la population a besoin d'aide humanitaire.

L'aide humanitaire ne permettra pas à elle seule de régler cette crise. Toutefois, elle demeure d'une importance capitale pour des millions de Yéménites vulnérables. En tant que l'un des principaux donateurs d'aide humanitaire au Yémen, nous nous réjouissons d'apprendre qu'une partie de la somme de 1,2 milliard de dollars d'aide promise par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pourrait être versée dans les semaines à venir. Ces fonds, qui sont nécessaires d'urgence, permettront à des programmes d'aide essentiels de reprendre leurs activités. Nous sommes particulièrement encouragés par l'annonce faite aujourd'hui par M. Lowcock selon

laquelle le déboursement de ces fonds est imminent. Nous appelons tous les donateurs à accroître leurs contributions financières à ces programmes qui manquent de ressources. Outre les problèmes de financement, il faut garantir immédiatement aux travailleurs humanitaires l'accès aux civils touchés par les troubles. Enfin, comme nous l'avons entendu, l'instabilité monétaire exacerbe la crise humanitaire au Yémen. À cet égard, nous demandons aux parties de continuer à respecter la Banque centrale du Yémen et les autres institutions gouvernementales garantes de la stabilité économique.

Je voudrais terminer en réitérant ma volonté personnelle de travailler en étroite collaboration avec les membres de ce Conseil et l'ensemble de l'ONU pour appuyer le peuple yéménite.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Martin Griffiths, de son exposé. Nous l'assurons de notre plein appui à ses efforts. Nous voudrions également remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Mark Lowcock, de son exposé.

Nous nous associons aux autres membres du Conseil de sécurité qui ont condamné dans les termes les plus fermes les attaques perpétrées samedi dernier contre deux installations d'ARAMCO, Abqaiq et Khurais, dans le Royaume d'Arabie saoudite, un pays frère. Ces attaques constituent une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Nous tenons à exprimer notre plein appui au Royaume d'Arabie saoudite et à toutes les mesures qu'il a prises pour assurer sa sécurité, sa stabilité et son intégrité territoriale. Des attaques de ce type doivent donner lieu à l'application de mesures d'embargo sur les armes, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Dans ma déclaration, je voudrais aborder deux points principaux : l'évolution de la situation politique et l'évolution de la situation humanitaire.

En ce qui concerne l'évolution de la situation politique, neuf mois se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Stockholm, une période qui a été caractérisée par une impasse persistante et l'absence de progrès tangibles. Toutefois, le Comité de coordination du redéploiement continue de se réunir et les parties continuent de respecter les dispositions de l'Accord sur Hodeïda, notamment pour ce qui est du lancement des

mécanismes de désescalade et de cessez-le-feu. C'est très encourageant, car cela contribue au renforcement de la confiance, facilite la mise en œuvre de différentes étapes de l'Accord comme le prévoit le concept des opérations et permet de faire des progrès concrets en vue de la création de conditions propices pour mettre en œuvre les accords relatifs à l'échange de prisonniers, de détenus et de victimes de disparition forcée et à Taëz, assiégée depuis plus de quatre ans.

Nous sommes préoccupés par les événements intervenus récemment dans un certain nombre de régions du sud du Yémen. Nous attendons avec intérêt l'aboutissement des efforts concertés du Royaume d'Arabie saoudite, qui va accueillir à Djedda des pourparlers entre les représentants du Gouvernement yéménite et les représentants du Conseil de transition du Sud. Nous espérons que ces pourparlers permettront de rétablir la sécurité et la stabilité et ainsi, de préserver l'unité et la souveraineté du Yémen.

S'agissant de la situation humanitaire, ses répercussions exacerbent la crise au Yémen, compte tenu notamment des défis imminents tels que la pénurie alimentaire, la propagation des épidémies et les entraves persistantes à la fourniture de l'aide humanitaire. Nous appelons une fois de plus toutes les parties à coopérer avec les organismes humanitaires, à s'abstenir d'imposer des restrictions ou des obstacles à leurs mouvements et à garantir la sécurité des travailleurs humanitaires.

Nous voudrions exprimer nos préoccupations au sujet d'un fait que vient d'évoquer M. Lowcock, à savoir que les employés de certaines organisations non gouvernementales ne peuvent pas se rendre dans certaines zones du nord du pays. Nous voudrions également exprimer nos vives préoccupations quant au fait que le personnel de l'ONU n'a pas pu avoir accès au pétrolier *FSO SAFER* dans le port de Ras Issa, afin de procéder aux évaluations et vérifications requises s'agissant de cette situation, ce qui risque de provoquer une grave crise environnementale en mer Rouge.

Pour terminer, nous voudrions réaffirmer notre position ferme selon laquelle il n'existe pas de solution militaire à cette crise. Nous appelons de nouveau toutes les parties yéménites à appliquer pleinement les trois volets de l'Accord de Stockholm et à appuyer les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour parvenir à une solution politique fondée sur les trois mandats convenus, à savoir l'Initiative du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national

et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Cela permettra de mettre fin à cette crise, de préserver l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen et de prévenir toute ingérence dans ses affaires intérieures.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : La République de Guinée équatoriale se félicite de la tenue de cette séance d'information importante sur l'évolution de la situation au Yémen et tient à remercier la Russie d'avoir organisé la présente séance en ce moment critique pour ce pays de la péninsule arabe. Nous voudrions également remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock de leurs exposés importants et instructifs.

Je tiens tout d'abord indiquer que nous condamnons fermement et réproouvons catégoriquement les attaques aux drones perpétrées le samedi 14 septembre contre deux installations pétrolières de la société ARAMCO, dans l'est de l'Arabie saoudite. Ces attaques et les attaques précédentes, notamment celles qui ont pris pour cible certaines régions du Yémen, ne font qu'infliger des souffrances à la population civile des localités touchées et exacerber la situation tendue et délicate qui règne actuellement dans cette sous-région, tout en sapant tous les efforts déployés et les progrès accomplis sur la voie d'un règlement pacifique de ce conflit.

En ce qui concerne la situation au Yémen, la Guinée équatoriale a toujours foi en l'action menée par l'ONU qui, grâce à l'excellent travail de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, a permis d'ouvrir, en décembre 2018, un nouveau chapitre dans le processus de règlement pacifique de ce conflit, grâce à la signature de l'Accord de Stockholm. Des progrès ont été réalisés au premier semestre de cette année en ce qui concerne l'application de cet Accord, grâce à une certaine coopération entre les parties. Nous les encourageons à tout mettre en œuvre pour rendre cet accord historique encore plus efficace.

Au cours de la séance d'août, comme d'autres membres du Conseil, notre délégation s'est déclarée profondément préoccupée par les affrontements sanglants et de grande ampleur ayant eu lieu dans la ville d'Aden et dans d'autres régions du Yémen (voir S/PV.8598). Bien que depuis lors des informations aient fait état d'un calme apparent, nous espérons que les parties au conflit ont entamé des négociations fermes et stables en vue d'apporter une paix durable à la population de cette ville et du Yémen en général.

La recrudescence des attaques commises par les groupes extrémistes violents est également un autre aspect inquiétant du climat hostile qui règne au Yémen. À Aden, le 1^{er} août, le jour même où des missiles ont été tirés contre la base d'Al-Galaa, l'État islamique d'Iraq et du Levant a revendiqué l'attentat à la bombe perpétré contre un commissariat de police qui a causé la mort de 12 policiers. Une attaque commise le lendemain à Abiyan par Al-Qaida dans la péninsule arabique a tué au moins 20 soldats gouvernementaux. Pour lutter contre cet extrémisme violent, il est impératif d'avoir un gouvernement stable qui bénéficie du soutien des principaux partis politiques du pays, grâce à un accord de paix global et inclusif.

La situation humanitaire et économique du Yémen est de plus en plus asphyxiante. Au total, quelque 22 millions de personnes ont besoin d'une forme d'assistance. Dans ce contexte tragique, nous tenons à exprimer notre plein appui à l'action humanitaire des entités des Nations Unies et des autres organismes déployés au Yémen et à réaffirmer l'obligation morale et juridique de leur donner un plein accès à la population dans le besoin. Nous continuons donc d'attendre avec intérêt la mise en œuvre intégrale de l'accord conclu entre le Programme alimentaire mondial et les autorités houthistes sur la sélection et l'enregistrement des bénéficiaires de l'aide humanitaire.

Avant de conclure, nous exhortons le Gouvernement yéménite et le mouvement houthiste à continuer de travailler à la mise en œuvre continue et intégrale des engagements contenus dans l'Accord de Stockholm. À l'heure actuelle, la composition des forces locales chargées d'assurer la sécurité de la ville de Hodeïda et des ports est cruciale.

À cet égard, nous espérons que tous les membres du Conseil continueront d'appuyer les efforts de médiation de l'Envoyé spécial Griffiths, et que la communauté internationale, ainsi que les États intéressés ayant une influence au Yémen, exerceront la pression nécessaire sur toutes les parties au conflit afin de trouver une solution durable et définitive, qui libère la population de ce conflit qui a causé tant de dégâts dans le pays.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs exposés. Nous nous félicitons de la récente nomination du général Guha à la tête de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, à qui nous exprimons notre plein soutien.

L'avenir du Yémen se situe à un moment historique, où il est nécessaire que les parties démontrent leur volonté d'aller de l'avant dans la mise en œuvre des accords. C'est pourquoi nous exprimons une fois de plus notre préoccupation face à l'impasse actuelle. Cette situation est en partie imputable à la rigidité des positions des parties, laquelle a considérablement freiné la dynamique que requiert cet important processus politique. À cet égard, nous nous félicitons que le Comité de coordination du redéploiement se soit à nouveau réuni pour appuyer le processus de mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda.

Le moindre progrès est constamment entravé par les offensives continues des parties au conflit. Nous nous joignons aux condamnations de l'attaque perpétrée contre des installations pétrolières en territoire saoudien. Ces agissements déstabilisent la région et éloignent plus encore la perspective d'une paix durable au Yémen. De même, nous condamnons énergiquement l'attentat perpétré contre un centre de détention à Dhamar au début du mois, qui a causé la mort de 100 personnes. Nous exhortons les parties à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger la population civile. Il est impératif d'apaiser les tensions. La cessation immédiate des actes de violence commis contre les civils et les infrastructures civiles en violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire est plus que jamais nécessaire.

Il ne peut y avoir de paix sans justice. C'est pourquoi nous exhortons les parties à coopérer avec les mécanismes d'enquête indépendants tels que le Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, créé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Par ailleurs, la situation humanitaire demeure catastrophique. Cette guerre continue de toucher des millions de civils qui dépendent du travail inlassable des agents humanitaires. Ce travail, aussi difficile soit-il, pâtit du sous-financement du plan de réponse humanitaire pour le Yémen. Nous appelons donc tous les principaux donateurs à apporter leurs contributions de toute urgence. Les parties doivent veiller au respect des principes humanitaires et garantir l'accès sûr et sans entrave des travailleurs humanitaires. Il est inacceptable que de sévères restrictions continuent de nuire à la mise en œuvre des projets nécessaires pour sauver la vie de millions de personnes.

Cette situation humanitaire grave est exacerbée par l'emploi de mines terrestres qui ont touché des

centaines de civils. La prolifération de ces dispositifs non seulement constitue une menace pour la vie des populations, mais est également l'un des facteurs qui compromettent la production agricole et l'accès à l'eau, privant ainsi les civils des moyens indispensables à leur survie.

La sécurité alimentaire est d'autant plus importante dans un pays où moins de 3 % des terres sont cultivables. En 2018, le Yémen a connu la crise d'insécurité alimentaire la plus grave au monde, et les conséquences multidimensionnelles de cette situation font le lit de la famine causée par le conflit, ce qui pourrait très bien constituer un crime de guerre.

Nous ne devons pas détourner notre attention du but ultime de ces efforts. Un cessez-le-feu immédiat et définitif est nécessaire dans tout le pays. Cela ne sera possible qu'avec la volonté résolue des parties de mettre fin à un conflit qui a déjà fait trop de victimes.

M. Pecsteen de Buytsverve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Marc Lowcock pour leurs présentations.

Nous condamnons fermement les graves attaques commises à l'aide de drones et de missiles sur des cibles civiles en Arabie saoudite, et en particulier les attaques de ce week-end contre les infrastructures pétrolières, qui ont été revendiquées par les houthistes. Ces attaques sont inacceptables et mettent en péril les efforts visant à une solution politique durable au conflit. Aussi nous nous joignons au Secrétaire général à la fois dans sa condamnation et dans son appel à toutes les parties à faire preuve d'une retenue maximale dans le climat de tensions actuel.

En ce qui concerne Hodeïda, nous accueillons favorablement les résultats de la dernière réunion du Comité de coordination du redéploiement des 8 et 9 septembre, s'agissant notamment du mécanisme de désescalade et de l'activation d'un centre des opérations conjointes. Nous appelons une nouvelle fois toutes les parties à mettre entièrement en œuvre l'accord sur le retrait, à respecter le cessez-le-feu intégralement et à résoudre les points de désaccord en suspens. J'en profite pour féliciter le général de corps d'armée Guha pour sa désignation à la tête de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Nous continuons à appeler toutes les parties à mettre en œuvre l'Accord de Stockholm dans son entièreté, y compris l'accord sur l'échange de prisonniers et l'accord sur Taëz.

D'autre part, des efforts sont indispensables pour améliorer la situation humanitaire, qui reste catastrophique, comme nous l'avons entendu. Nous félicitons les agences humanitaires pour leur travail remarquable en dépit des difficultés. Il est primordial que toutes les parties facilitent l'accès de l'aide humanitaire et respectent le droit international humanitaire.

Nous aimerions attirer l'attention sur l'excellent rapport du Groupe d'éminents experts sur les violations des droits de l'homme au Yémen (A/HRC/42/17), qui a été publié récemment. La Belgique fait partie du groupe principal de soutiens à la résolution 36/31 du Conseil des droits de l'homme, qui a établi le Groupe d'éminents experts. Nous appuierons l'extension du mandat lors de la prochaine session. Nous appelons les parties à respecter leurs obligations et leurs engagements découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Dans ce contexte, la Belgique souligne l'importance des interventions qui visent la protection contre la violence sexuelle et basée sur le genre, telles que la mise en place de structures et de services de lutte contre la violence sexuelle.

La Belgique encourage l'Envoyé spécial à poursuivre la préparation des prochaines étapes dans le processus politique, qui doit être inclusif, avec la participation significative des femmes et des jeunes, reflétant la diversité ethnique, géographique et politique de la population du Yémen. Comme la déclaration présidentielle du 29 août (S/PRST/2019/9) l'a souligné, un accord politique négocié suite à un dialogue inclusif est la voie à suivre afin de résoudre les différends et répondre aux préoccupations légitimes de tous les Yéménites, y compris ceux du sud. Dans ce contexte, nous accueillons favorablement les pourparlers organisés par l'Arabie saoudite à Djedda pour essayer de trouver une solution à la situation dans le sud, et nous appelons toutes les parties à s'engager de façon constructive.

La violence dans le reste du pays se poursuit et aggrave le manque de confiance entre les parties. En outre, cette violence a un impact sur l'accès à l'aide humanitaire. Nous appelons toutes les parties à la cessation des hostilités dans l'ensemble du pays. La Belgique reste très préoccupée par le nombre élevé d'enfants victimes, à la suite d'attaques aériennes et de combats au sol, et exige que toutes les parties prennent immédiatement des mesures pour protéger les enfants.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock,

Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, de leurs exposés. L'Afrique du Sud exprime son appui à M. Griffiths et salue les efforts qu'il consacre à la recherche d'une solution pacifique à la situation au Yémen. Nous souhaitons également la bienvenue à notre collègue yéménite, et nous attendons avec intérêt d'entendre son exposé.

Nous saluons également la nomination du général de corps d'armée Guha à la tête de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, et nous lui souhaitons plein succès dans sa mission. Nous condamnons l'attaque qui a visé les installations pétrolières saoudiennes, et nous appelons tous les pays de la région à apaiser les tensions, qui pourraient menacer la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe, l'approvisionnement énergétique mondial et sa sécurité, ainsi que la sécurité du commerce maritime.

Ma délégation souhaite aborder deux questions dans cette déclaration : premièrement, la situation politique, et, deuxièmement, la situation humanitaire désespérée au Yémen.

Premièrement, en ce qui concerne la situation politique au Yémen, nous appelons de nouveau toutes les parties au conflit yéménite à apaiser les tensions et à s'attacher pleinement à mettre en œuvre l'Accord de Stockholm. Nous réitérons notre appui à un règlement politique négocié auquel participent toutes les parties dans le cadre d'un dialogue sans exclusive dirigé par les Yéménites afin de régler les différends et de répondre aux préoccupations légitimes de tous les Yéménites, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. L'Afrique du Sud appuie le dialogue et la cessation des hostilités au Yémen, notamment dans le sud du pays.

Seule une solution diplomatique négociée permettra au peuple yéménite de parvenir à une paix durable. Nous soulignons donc une fois de plus que les différends entre les parties yéménites ne peuvent être réglés par des moyens militaires, car ce mode d'action ne ferait qu'aggraver la situation. Nous appelons le Conseil et les pays de la région à n'épargner aucun effort pour appuyer le processus politique au Yémen. L'Afrique du Sud salue toutes les interventions et tous les efforts organisés par les pays voisins pour parvenir à un règlement politique pacifique et sans exclusive au Yémen. En outre, nous estimons qu'il est essentiel d'établir les responsabilités pour instaurer une paix et une stabilité durables.

S'agissant de la situation humanitaire, l'Afrique du Sud demeure profondément préoccupée par la terrible crise humanitaire au Yémen, qui cause une souffrance indicible à des millions de civils, comme l'a signalé ce matin le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock. Nous prenons note du dernier rapport du rapport du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen (A/HRC/42/17), qui appelle toutes les parties à faire le nécessaire pour remédier à la situation humanitaire au Yémen.

L'impact du conflit sur les civils yéménites est dévastateur, car plus de 24 millions de personnes, soit près de 80 % de la population, ont besoin d'aide humanitaire et de protection. Le nombre de victimes civiles continue de grimper et le Conseil des droits de l'homme a confirmé 7 508 décès de civils – dont 1 997 enfants – depuis mars 2015.

La persistance des actes de violence commis par toutes les parties au conflit ne permet pas de mettre en place des mesures de consolidation de la paix. L'Afrique du Sud appelle de nouveau toutes les parties à opérer une désescalade des combats dans d'autres parties du pays et à adhérer à un cessez-le-feu général afin qu'il soit possible de dialoguer et d'organiser des négociations pacifiques sans exclusive. L'Afrique du Sud reste profondément préoccupée par la grave crise humanitaire au Yémen. À ce jour, plus de 15 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population yéménite – risquent de mourir de faim, 1,1 million de personnes sont touchées par le choléra, et 3 millions de personnes ont été forcées de quitter le pays.

Les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, subissent souvent les pires conséquences de la guerre, et ce n'est pas différent au Yémen. Ces statistiques montrent que la crise humanitaire au Yémen reste la pire au monde, et le Conseil doit y consacrer une plus grande attention et davantage de temps. L'Afrique du Sud s'associe à M. Lowcock pour appeler toutes les parties à honorer leurs obligations en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme.

Enfin, nous réitérons que la seule solution durable au conflit sera un règlement politique négocié et dirigé par les Yéménites, sur la base d'un processus ouvert et équitable qui place les intérêts et le bien-être de tous les citoyens yéménites au premier plan.

M. de Rivière (France) : Nous condamnons fermement les attaques menées samedi contre les

installations pétrolières d'Abqaiq et de Khurais. De telles actions ne peuvent qu'aggraver les tensions et les risques de conflit dans la région, et elles mettent à mal les efforts politiques pour sortir de la crise. Elles doivent impérativement cesser.

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires pour leurs exposés.

Face à une situation humanitaire catastrophique, nous devons en effet redoubler d'efforts. L'intensification des combats continue d'avoir un coût élevé pour la population, dans tous les gouvernorats du Yémen. Toutes les parties doivent garantir le respect du droit international humanitaire. Je tiens ici à rappeler deux priorités absolues : d'une part, la protection des civils, y compris des personnels humanitaires et des personnels médicaux; d'autre part, la garantie d'un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entraves. Quatre millions et demi de personnes ne peuvent bénéficier de l'aide en raison des restrictions imposées par les parties au conflit. Les nouvelles contraintes imposées par les houthistes aux chaînes d'approvisionnement de l'aide alimentaire pourraient aggraver encore la situation.

Alors que plus de 80 % de la population yéménite est dépendante de l'aide humanitaire, il faut à tout prix éviter qu'elle diminue. Le Programme alimentaire mondial a besoin de 663 millions de dollars pour les six prochains mois, dont deux tiers avant la fin de l'année. Nous soutenons l'appel du Secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires à verser le plus rapidement possible les contributions annoncées, voire de nouvelles contributions, au plan de réponse humanitaire des Nations Unies. Nous saluons les États qui ont fait part de leur intention de répondre à cet appel.

La lutte contre l'impunité est un impératif, y compris pour atteindre une paix durable. La France appelle les parties à mener des enquêtes transparentes, indépendantes, impartiales et crédibles, et à coopérer avec les mécanismes internationaux. La France prend note des conclusions du rapport du Groupe d'éminents experts sur le Yémen (A/HRC/42/17). Il est important que le Groupe de travail sur les enfants dans les conflits armés puisse adopter des conclusions.

Seule une solution politique permettra de mettre durablement un terme à la crise au Yémen et aux souffrances de la population. Il devient chaque jour plus urgent de trouver cette solution et les récentes tensions dans le sud du pays renforcent ce constat.

Il faut donc que les discussions en vue d'un accord politique global reprennent sans délai, sans préconditions et sur une base plus inclusive. Les parties à l'Accord de Stockholm doivent poursuivre leurs efforts en vue de sa mise en œuvre. Mais les avancées attendues à Hodeïda ne doivent pas constituer un prérequis pour la reprise de discussions en vue de cette solution politique globale. Nous ne pouvons plus attendre.

La France encourage les parties en ce sens et réitère son soutien aux efforts de l'Envoyé spécial. Elle est également mobilisée pour passer des messages en faveur de la désescalade. Un engagement des parties au conflit à abaisser le niveau de tensions serait un premier pas en faveur d'une reprise des discussions pour une solution politique. À cet égard, le retrait partiel des forces émiriennes sur le terrain va dans le bon sens.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous saluons la convocation de la présente séance, et remercions M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock de leurs exposés fort utiles. Nous prenons acte du travail important qu'ils accomplissent tous deux dans leurs domaines de compétences respectifs pour mettre fin à un conflit qui n'a pas de solution militaire et pour remédier à la plus grave crise humanitaire du monde actuel. Nous nous félicitons également de la nomination du général Guha à la tête de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda.

Le Pérou suit avec préoccupation l'évolution de la situation au Yémen. Tout en nous félicitant de la récente réunion du Comité de coordination du redéploiement sur Hodeïda, ainsi que des engagements qui y ont été pris, nous ne pouvons que souligner le caractère extrêmement fragile du contexte actuel, au regard de la profonde méfiance qui règne encore entre les parties et de la rigidité de leurs positions.

Nous condamnons énergiquement l'attaque au drone menée contre les installations pétrolières d'Arabie saoudite samedi, revendiquée par les houthistes, qui met la sécurité régionale et mondiale en grand danger et est lourde de répercussions imprévisibles sur l'économie mondiale. Nous faisons donc écho au Secrétaire général pour demander à toutes les parties concernées d'apaiser les tensions et de rechercher des solutions négociées, dans le respect du droit international. Nous regrettons en outre les atrocités commises par les rebelles houthistes et les réactions disproportionnées qu'elles provoquent, telles que l'attaque ayant visé un centre de détention, qui reflètent le mépris que les parties opposent au droit international humanitaire et aux droits de la personne.

Nous sommes également préoccupés par le fait que ce climat de violence est désormais aggravé par une profonde incertitude dans le sud du pays, laquelle s'accompagne d'un réel risque d'effondrement des institutions yéménites. À cet égard, nous nous félicitons de la déclaration conjointe que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont publiée ces derniers jours, par laquelle ils veulent contribuer à mettre fin à la rhétorique belliqueuse et aux accusations réciproques entre les différents acteurs concernés, et aider à rétablir le volet diplomatique.

Conjuguée à l'aggravation du contexte humanitaire, la situation délicate qui prévaut dans le sud nous rappelle qu'il faut agir d'urgence et de manière pragmatique pour progresser plus constructivement sur la voie de la solution politique préconisée par l'ONU. À cette fin, le Pérou considère qu'il est essentiel de convoquer rapidement un nouveau cycle de consultations et souligne que tous les pans de la société civile et tous les gouvernorats du pays doivent y être dûment représentés, y compris les groupes du sud, à la condition qu'ils s'engagent à respecter l'intégrité territoriale du pays et consentent à ce que l'usage de la force soit exclusivement réservé à l'État. Nous encourageons à poursuivre, en parallèle, les efforts menés dans des domaines critiques tels que le redéploiement des forces à Hodeïda, l'échange de prisonniers et l'établissement du comité mixte à Taëz.

D'autre part, l'accent mis sur le processus politique au Yémen ne doit en aucun cas remettre en question la nécessité de continuer à remédier à la crise humanitaire qui pèse sur le pays. Nous sommes particulièrement alarmés par le niveau d'insécurité alimentaire et la détérioration des indicateurs économiques, qui amplifient les souffrances de la population.

L'une des principales sources de préoccupation réside dans la concrétisation insuffisante des contributions annoncées à la conférence des donateurs en février dernier. C'est pourquoi nous nous félicitons des annonces de contributions faites par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, que M. Lowcock a évoquées. Nous encourageons tous les pays concernés à prendre les mesures idoines pour faire en sorte que la mise en œuvre du plan d'aide humanitaire ne continue pas d'être gravement compromise. Nous signalons également qu'il est urgent de continuer à donner la priorité à l'endiguement du choléra, compte tenu de l'augmentation du nombre de cas observés par rapport à l'année dernière. À cet égard, nous saluons le travail

crucial de prévention et de contrôle effectué par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et ses partenaires humanitaires, grâce auquel d'autres épidémies de ce fléau ont été évitées. Nous insistons sur le fait que les ports, aéroports et routes doivent rester ouverts et opérationnels, conformément aux diverses décisions prises par le Conseil. En outre, l'aide humanitaire et l'accès de cette dernière à la population ne peuvent ni ne doivent être subordonnés à des considérations stratégiques.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que ma délégation continuera d'œuvrer dans le pays en faveur d'une paix durable propre à mettre un terme à la catastrophe humanitaire, à favoriser la stabilité régionale, à assurer le plein respect des droits de la personne et à faire en sorte que les auteurs des crimes atroces qui y sont commis aient à répondre de leurs actes.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie l'Envoyé spécial, M. Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, de leurs exposés. La Chine appuie les efforts que déploie l'Envoyé spécial pour promouvoir le processus politique au Yémen, et félicite l'ONU et les organismes compétents de leurs inlassables efforts pour améliorer la situation humanitaire dans ce pays.

L'évolution récente de la situation au Yémen a greffé de nouvelles dimensions complexes à la quête d'une solution politique. La communauté internationale est très attentive à la situation et a appelé à une désescalade rapide des tensions dans le sud du pays. La Chine condamne l'attaque qui a visé les installations pétrolières saoudiennes et s'oppose à toute attaque contre les civils et les installations civiles. Nous appelons les parties à s'abstenir de toute action susceptible d'entraîner une nouvelle escalade des tensions dans la région et, au contraire, à recourir aux moyens politiques, tels que des négociations pacifiques, pour instaurer la paix et la stabilité régionales.

La Chine est favorable au maintien de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Yémen. Les parties doivent être guidées par la primauté des intérêts de leur pays et de leur peuple, faire preuve de raison et de retenue, régler leurs différends par le dialogue et la négociation et rétablir la stabilité et l'ordre au Yémen dès que possible.

La Chine a pris note de la récente déclaration conjointe de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, dans laquelle ils ont exprimé leur volonté de

promouvoir l'accord de cessez-le-feu et de faciliter un dialogue constructif entre les parties yéménites. Nous espérons que les pays de la région continueront de créer les conditions propices pour que les parties yéménites apaisent les tensions et renforcent la confiance mutuelle.

L'Accord de Stockholm est un pas important vers la recherche d'une solution politique à la question du Yémen. Il s'agit d'un résultat important obtenu grâce aux bons offices de l'ONU, et il doit donc être pleinement mis en œuvre. L'accent devrait être mis sur la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et le Comité de coordination du redéploiement devraient jouer un rôle constructif à cet égard. Les 8 et 9 septembre, le Comité a tenu sa sixième réunion conjointe, au cours de laquelle il a été décidé d'activer le mécanisme de renforcement du cessez-le-feu et de désescalade pour créer un centre d'opérations conjoint et déployer des équipes de surveillance sur les lignes de front de plusieurs sites à Hodeïda.

Nous espérons que ces mesures concrètes aboutiront à l'application effective du cessez-le-feu dans la région de Hodeïda et à la baisse du nombre de victimes civiles. Les parties yéménites doivent continuer de recourir aux bons offices de l'ONU, poursuivre le dialogue et les consultations sur les questions en suspens, y compris celles concernant les forces de sécurité régionales et les recettes portuaires, et s'efforcer de progresser sur les questions, notamment l'échange de prisonniers et l'application de l'accord sur Taëz.

Le peuple yéménite est la première victime des combats dans le pays, et la détérioration de la situation humanitaire est effectivement préoccupante. La communauté internationale doit accroître son aide humanitaire au Yémen. Nous espérons que les pays donateurs honoreront leurs engagements en renforçant leur coopération avec l'ONU, et que les parties concernées veilleront à ce que les secours humanitaires puissent parvenir à toutes les populations et à toutes les régions qui en ont besoin.

Un règlement politique est la seule solution au problème yéménite. L'ONU continuera de jouer son rôle de principale voie de bons offices dans le processus politique, et le Conseil de sécurité doit continuer à maintenir son unité et à fournir un appui politique. Les parties yéménites doivent agir conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015), à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et à son mécanisme de mise en

œuvre et au document final de la Conférence de dialogue national; reprendre la voie du dialogue; et régler la question par des négociations politiques.

Par des voies bilatérales et multilatérales, la Chine a fourni une aide importante dans les domaines de l'économie, de l'éducation et des soins de santé, et elle continuera de le faire dans toute la mesure de ses moyens. Elle espère sincèrement que le pays pourra rétablir la paix et la stabilité et parvenir au développement dès que possible. La Chine est prête à jouer un rôle constructif et positif à cet égard.

M. Radomski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock pour leurs comptes rendus détaillés de la situation actuelle au Yémen.

D'emblée, je voudrais également condamner avec la plus grande fermeté les récentes attaques contre deux grandes installations pétrolières dans le Royaume d'Arabie saoudite. De tels incidents constituent une menace directe pour l'approvisionnement énergétique mondial, ainsi que pour la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient en général, car ils risquent d'aggraver les tensions régionales et mondiales. Nous appelons toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue.

Je voudrais maintenant aborder la situation à Hodeïda. Nous nous félicitons de la récente réunion du Comité de coordination du redéploiement et de l'activation du mécanisme de renforcement du cessez-le-feu et de désescalade, qui permet la création d'un centre d'opérations conjoint. Nous espérons que cela contribuera à préserver le cessez-le-feu à Hodeïda et à instaurer la confiance entre les parties. Toutefois, à notre avis, il est essentiel d'accélérer la mise en œuvre des étapes restantes du redéploiement des forces de la ville. Par ailleurs, nous encourageons les parties à prendre des mesures sérieuses pour assurer la mise en œuvre intégrale de toutes les dispositions de l'Accord de Stockholm.

La Pologne est profondément préoccupée par l'escalade de la violence au Yémen ces dernières semaines, en particulier dans le sud du pays, qui a fait un grand nombre de victimes parmi les civils et menacé les voies vitales pour l'importation et la distribution de fournitures et de services de base dans tout le pays, tant par voie aérienne que maritime. Si les combats se poursuivent, ils contribueront à accroître l'instabilité, à

exacerber la crise humanitaire et à aggraver les divisions politiques et sociales au Yémen.

Il est donc primordial que les parties cessent toutes leurs opérations militaires et engagent un dialogue constructif pour régler leurs différends sans plus tarder. Elles doivent aussi respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et assurer en permanence la protection des civils.

En ce qui concerne la situation humanitaire, nous sommes profondément alarmés par l'impact négatif du sous-financement du Plan d'aide humanitaire pour le Yémen. Sans l'aide financière indispensable, les opérations humanitaires des Nations Unies devront encore être réduites. Comme la survie de millions de Yéménites dépend entièrement de l'acheminement de l'aide humanitaire, nous exhortons tous les donateurs à honorer rapidement les engagements pris lors de la conférence tenue à Genève. Nous exhortons également les parties à garantir un accès sans entrave, tant en termes d'aide humanitaire que de personnel, à tout le pays.

Je voudrais répéter une fois de plus qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit au Yémen. La violence et les opérations militaires ne font que contribuer à la prolongation de la crise et aggravent encore les souffrances déjà immenses de la population civile. La Pologne est fermement convaincue qu'il est urgent de relancer un processus politique sans exclusive, dirigé par l'ONU, parallèlement à la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm, car c'est le seul moyen de mettre fin à la violence et de créer les conditions nécessaires à une amélioration substantielle de la situation humanitaire catastrophique.

Pour terminer, je voudrais remercier M. Griffiths des efforts inlassables qu'il déploie pour parvenir à une solution négociée et globale au conflit et exhorter les parties à collaborer de manière constructive et sans conditions préalables avec l'Envoyé spécial. Le Yémen ne peut plus attendre la paix.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation félicite, pour la qualité de leurs exposés sur la situation au Yémen, M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le processus de paix, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires.

La Côte d'Ivoire reste profondément préoccupée par la résurgence et l'escalade de la violence qui

compromettent les espoirs de paix et aggrave la situation déjà désastreuse. Ma délégation condamne avec la plus grande fermeté les attaques du 14 septembre 2019 contre les installations pétrolières de l'Arabie Saoudite, qui sont de nature à fragiliser la sécurité et la stabilité régionales. L'enlèvement et le risque de fragmentation du conflit, ainsi que les différents théâtres de combats ouverts sur le territoire yéménite, pourraient avoir des conséquences irréversibles pour le Yémen et toute la région si le processus de paix reste dans l'impasse.

La relance du processus politique par l'instauration d'un dialogue inclusif, avec le soutien des acteurs régionaux et internationaux, demeure l'un des défis majeurs à relever, afin de mettre fin à la violence continue qui exacerbe les clivages politiques, culturels et économiques au Yémen.

Ma délégation salue l'adoption de la déclaration présidentielle du 29 août 2019 (S/PRST/2019/9), qui encourage l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Griffiths, à poursuivre ses efforts dans le cadre de la reprise de négociations globales. Cette déclaration appelle toutes les parties à œuvrer à la préservation de l'unité et de la stabilité du Yémen, et exhorte les belligérants au respect de leurs obligations en vertu du droit humanitaire international et des droits de l'homme.

Ma délégation se félicite également des initiatives prises par les différents protagonistes pour relancer le processus politique, notamment la réunion des 8 et 9 septembre du Comité de coordination du redéploiement sous l'égide de l'ONU; le projet d'organisation d'une réunion à Djedda; et la déclaration conjointe du 9 septembre des acteurs régionaux appelant à un dialogue constructif. Toute cette dynamique positive doit être à tout prix préservée et renforcée pour créer les conditions nécessaires à l'avènement de la paix au Yémen.

Le respect scrupuleux et la mise en œuvre complète de l'Accord de Stockholm, signé en décembre 2018, et celui de Hodeïda, relatif au redéploiement des forces militaires des ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa, demeurent également une impérieuse nécessité. En effet, ma délégation est d'avis que le contrôle des ports constitue sans aucun doute un enjeu principal. Elle reste également convaincue que la mise en place de forces de sécurité locales dans ces ports redynamiserait le processus politique.

La Côte d'Ivoire exhorte donc les différentes parties à poursuivre le redéploiement des forces militaires des ports, sous l'égide du Comité de

coordination du redéploiement, et à coopérer pleinement avec la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), et ce, en vue d'assurer le déplacement sans entrave et rapide de son personnel et des équipements nécessaires à l'aide humanitaire.

Par ailleurs, mon pays voudrait insister sur la nécessité pour le Conseil et les autres parties prenantes d'engager de nouvelles initiatives afin d'amener les belligérants à accélérer le processus lié au mécanisme d'échange de prisonniers et la mise en œuvre de la déclaration d'entente sur la ville de Taëz qui faciliterait l'ouverture de couloirs humanitaires. Ces deux initiatives constituent indéniablement des leviers importants du processus de paix nécessaires à l'instauration de la confiance entre les parties.

La situation humanitaire au Yémen demeure pour la Côte d'Ivoire une source de préoccupation majeure. Il est impérieux que tous les protagonistes respectent le droit humanitaire international et les droits de l'homme afin de créer les conditions d'un meilleur accès de l'assistance humanitaire aux populations dans le besoin. En effet, après plusieurs années de conflit, le Yémen est aujourd'hui un pays exsangue où, selon les agences des Nations Unies, 24 millions de personnes sont en situation d'urgence humanitaire, 10 millions en situation d'insécurité alimentaire, avec 3,3 millions de personnes déplacées internes. Mon pays exhorte donc les partenaires bilatéraux et multilatéraux à répondre aux appels d'urgence en vue d'appuyer le financement de l'aide humanitaire et des programmes mis en place pour sauver des vies.

La Côte d'Ivoire reste convaincue qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise au Yémen et réitère son appel en faveur d'un processus politique inclusif associant spécifiquement les populations du sud, les femmes et la société civile. Elle félicite enfin le général Guha pour sa nomination en qualité de Président du Comité de coordination du redéploiement et Chef de la MINUAAH et l'assure de son plein soutien.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs exposés et de leur engagement. Martin a indiqué dans sa déclaration qu'il tenait beaucoup à l'Accord de Stockholm. J'apprécie son attachement.

Comme vient de le dire notre collègue de la Côte d'Ivoire, il n'y a pas de solution militaire à ce problème. Il n'est de solution que politique. C'est pourquoi j'apprécie vivement le travail réalisé par nos intervenants. Ce sont

de petits pas en avant, certes, mais les petits pas sont très importants, comme ils l'ont expliqué au sujet de Hodeïda et d'ailleurs. Pour les encourager à continuer, je voudrais également souhaiter la bienvenue au général Guha dans ses nouvelles fonctions.

En ce qui concerne l'évolution de la situation politique, nous nous félicitons également de l'engagement pris par l'Arabie saoudite de réunir autour d'une table les forces du Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud afin de désamorcer la situation dans le sud du pays. S'agissant des divers volets politiques, nous considérons qu'il est très important que le processus politique soit inclusif et que les femmes, les jeunes, la société civile et les acteurs régionaux soient associés aux pourparlers.

Les exposés de Mark Lowcock sont vraiment déprimants. Chaque fois qu'il vient au Conseil de sécurité, ce n'est pas un jour heureux, et aujourd'hui ne fait pas exception. Ce que nous voyons au Yémen est un véritable cauchemar et je pense qu'en tant qu'organe, nous ne pouvons accepter que la violation du droit international humanitaire devienne la nouvelle norme.

Je voudrais saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadrice des États-Unis, Kelly Craft. Dans sa déclaration, elle a indiqué que 80 % de la population avait besoin d'aide humanitaire. Nous sommes témoins de la plus grave catastrophe humanitaire du monde.

Dans le même temps, je rappelle à nouveau ce que Mark a dit à propos de l'environnement opérationnel au Yémen qui est plus mauvais que jamais. Nous devons vraiment insister sur ce point et œuvrer à l'améliorer. Rappelons-nous qu'avant la pause estivale, David Beasley, du Programme alimentaire mondial, avait décrit la pratique odieuse des houthistes qui utilisaient les fonds humanitaires à leurs propres fins (voir S/PV.8578).

Mark a mentionné les déficits de financement. À Genève, l'Allemagne s'est engagée à verser 100 millions d'euros. Nous avons tenu notre engagement et payé ce montant. Nous nous sommes également engagés à verser 30 millions de dollars supplémentaires, que nous avons également, je crois, décaissés en grande partie. J'espère donc que le 25 septembre, l'Arabie saoudite versera elle aussi la somme qu'elle a promise.

Pour en venir aux victimes, beaucoup autour de la table en ont parlé. Notre collègue belge a mentionné la violence sexuelle contre les femmes. Notre collègue sud-africain a évoqué le nombre d'enfants tués lors

d'attaques aériennes. De nombreux orateurs ont fait référence au nouveau rapport du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, mandaté par le Conseil des droits de l'homme. Ce rapport (A/HRC/42/17) démontre les conséquences terribles du conflit sur le quotidien des Yéménites. Leurs droits fondamentaux sont violés quotidiennement. Il n'y a aucune excuse pour le meurtre, la torture et les mauvais traitements d'innocents dans cet horrible conflit. Je me joins donc à mon collègue français pour demander que ce rapport ait de réelles conséquences.

Mark a déploré l'attaque contre les infrastructures civiles. Depuis notre dernière séance d'information, nous avons assisté à de nombreuses autres attaques contre les infrastructures civiles. Je ne savais pas que la prison, qui a été attaquée à Dhammar et où plus de 100 personnes ont péri, était autrefois une université. Cela montre à quel point la situation s'est détériorée au Yémen. Il y a eu d'autres attaques contre Hodeïda et Taëz. Je ne peux que me joindre à l'appel en faveur d'un cessez-le-feu national. C'est ce dont nous avons besoin.

Comme tous les autres membres, nous condamnons également fermement les attaques contre les installations pétrolières saoudiennes. Cela a de graves répercussions sur l'économie mondiale et l'approvisionnement énergétique du monde mais aussi sur l'environnement. Les responsables de ces attaques doivent être identifiés et ne sauraient rester impunis. Il en va de même des nombreuses autres violations du droit international dont nous sommes témoins.

Comme tout le monde l'a dit, il est temps de désamorcer la situation, et je me féliciterais vivement que le Conseil de sécurité entérine publiquement cet impératif et fasse une déclaration en ce sens.

Le Président : Dans sa déclaration, le représentant de l'Allemagne a parlé d'une pause estivale. Avons-nous eu une pause estivale? Je ne l'avais pas remarqué.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés. Je salue les efforts inlassables qu'ils déploient pour tenter d'obtenir de nouveaux progrès en dépit de la multitude de difficultés auxquelles ils se heurtent.

En réponse aux exposés qui ont été présentés, l'Indonésie tient à souligner trois points.

Premièrement, en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda, nous nous félicitons de la dernière réunion conjointe du Comité de coordination du redéploiement, qui est chargé de superviser la mise en œuvre de l'Accord entre le Gouvernement et les houthistes en vue de démilitariser la ville portuaire de Hodeïda. Nous notons également la création du Centre d'opérations conjoint dans les locaux de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) et sa mise en service. Avec la création de ce centre, nous espérons que les deux parties et l'ONU pourront travailler à la désescalade et faire face efficacement aux incidents qui se produisent sur le terrain. Nous nourrissons l'espoir que cet exercice renforcera également la confiance entre les parties. Je suis convaincu que tout progrès dans la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda sera toujours bien accueilli par les membres du Conseil de sécurité. Nous espérons que de nouveaux progrès seront réalisés dans un avenir proche. L'Indonésie se félicite également de la nomination du général de corps d'armée Abhijit Guha à la présidence du Comité de coordination du redéploiement et à la tête de la MINUAAH. L'Indonésie lui souhaite plein succès dans l'exécution du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité.

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation humanitaire au Yémen et la poursuite du processus de paix, comme nous l'a dit le Secrétaire général adjoint Lowcock, la situation humanitaire ne s'améliore guère et certains programmes de secours au Yémen risquent de mettre fin à leurs activités faute de fonds. La situation est en effet très préoccupante. À notre avis, la nécessité d'une aide humanitaire et les coûts qui y sont liés ne feront qu'augmenter si le conflit se poursuit. Le seul moyen de renverser la situation est d'instaurer un cessez-le-feu à grande échelle et de poursuivre le processus politique afin de mettre un terme au conflit. À cet égard, nous prions les donateurs d'honorer leurs engagements et nous appelons à la reprise du processus politique au Yémen. Tout en soulignant une fois de plus l'importance de l'Accord de Stockholm et en exhortant les parties à l'appliquer, l'Indonésie soutient qu'il est temps de passer à un processus politique plus global et de plus large portée. Nous réitérons notre appui à un règlement politique négocié permettant à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif.

Troisièmement, en ce qui concerne la situation en matière de sécurité et l'escalade de la violence, nous voudrions exprimer à nouveau nos préoccupations face aux attaques que continuent de perpétrer les houthistes,

notamment la récente attaque aux drones revendiquée par Ansar Allah, qui a pris pour cible deux installations pétrolières importantes du Royaume d'Arabie saoudite. De telles attaques ne font que conduire à l'escalade de la violence et nous les condamnons fermement.

S'agissant de la situation dans le sud, nous appuyons les efforts déployés par le Royaume d'Arabie saoudite pour organiser un dialogue à Djedda en vue de régler cette situation. Nous demandons également qu'il soit mis fin à tous les incidents de violence et nous encourageons les différentes parties à collaborer avec le comité conjoint pour surveiller et stabiliser la situation. Les nouveaux affrontements dans le sud mettent de nouveau en lumière la nécessité de relancer un processus politique de plus large portée au Yémen. Après tout, l'objectif ultime de toutes les parties est l'instauration de la paix sur l'ensemble du territoire yéménite.

Le Président (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, M. Mark Lowcock, de leurs exposés détaillés sur la situation politique, militaire et humanitaire au Yémen. Il ressort clairement de ces exposés que le Yémen et son peuple vivent actuellement une catastrophe politique et humanitaire très grave.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui de la part des intervenants, la situation dans ce pays demeure désastreuse. Un cessez-le-feu fragile est toujours en place à Hodeïda, mais l'intensification des combats dans le sud du pays est désormais une source de vives préoccupations. Nous appelons toutes les parties aux affrontements militaires à Aden à régler leurs différends par la négociation. L'exacerbation des tensions rend difficile le lancement d'un dialogue avec tous les acteurs politiques du pays sur la base d'un équilibre entre leurs intérêts et préoccupations légitimes, et ne profite qu'aux groupes terroristes.

Nous appuyons les efforts de médiation déployés par M. Griffiths pour amener les parties à comprendre qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit, pour parvenir à un cessez-le-feu global et pour élaborer des mesures de renforcement de la confiance. À cet égard, nous nous félicitons de la réunion du 9 septembre du Comité de coordination du redéploiement. Nous espérons que les négociations et la recherche de solutions

de compromis permettront de faire des progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm.

La poursuite du déploiement de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et le retrait des forces armées des ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa contribueront non seulement à la désescalade dans tout le pays, mais permettront également de débloquent d'autres aspects de l'Accord de Stockholm, notamment l'échange de prisonniers et la désescalade à Taëz, ainsi que de faire avancer les discussions sur les paramètres d'un règlement.

Comme nous l'a dit M. Lowcock, la situation humanitaire au Yémen continue de se détériorer et ressemble de plus en plus à une véritable catastrophe humanitaire. L'aide humanitaire au Yémen doit être une priorité dans le cadre de notre action. Une fois de plus, je tiens à souligner que l'aide humanitaire en provenance de l'étranger doit être distribuée à l'ensemble de la population du Yémen pays, quelle que soit la partie qui contrôle le territoire concerné.

Nous sommes vivement préoccupés par les frappes aux drones du 14 septembre sur les principales installations pétrolières en Arabie saoudite. Nous condamnons fermement ces frappes qui ont pris pour cible des objectifs non militaires et détruit des infrastructures socio-économiques. L'escalade armée risque de compliquer davantage la recherche d'une solution politique au conflit et de dégénérer en une confrontation régionale à grande échelle. Nous appelons toutes les parties à faire preuve de retenue et à veiller à ce que de tels incidents dangereux ne se reproduisent pas. Dans le même temps, nous recommandons de ne pas tirer de conclusions hâtives quant aux auteurs de cet attentat, car cela ne fait que déstabiliser la situation, qui est déjà tendue au Yémen et dans toute la région du Moyen-Orient.

Pour terminer, je voudrais rappeler la résolution 598 (1987), qui prie le Secrétaire général, en coopération avec les États de la région, d'élaborer des mesures de sécurité et de confiance dans la région. Dans ce contexte, le concept russe bien connu de sécurité collective dans le golfe Persique, qui vise à débloquent les situations de conflit et à élaborer des mesures de confiance et de contrôle, est de plus en plus pertinent. Une fois de plus, nous appelons toutes les parties intéressées à étudier ce document et à s'associer aux efforts collectifs visant à trouver des solutions mutuellement acceptables aux problèmes régionaux.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en russe*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci et vous souhaiter, ainsi qu'à la délégation de la Fédération de Russie, plein succès.

(*l'orateur poursuit en arabe*)

Je voudrais souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis, et lui souhaiter plein succès.

Je remercie M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de leurs exposés.

La République du Yémen condamne fermement l'attentat terroriste lâche perpétré samedi dernier à l'aube contre les deux installations d'ARAMCO dans le Royaume d'Arabie saoudite, un pays frère. Cette attaque a été perpétrée à l'aide de drones. À cet égard, le Gouvernement yéménite réaffirme sa solidarité avec le Royaume d'Arabie saoudite dans ses efforts pour lutter contre les tentatives visant à saper sa stabilité et sa sécurité. Nous appuyons toutes les mesures prises par le Royaume d'Arabie saoudite pour lutter contre le terrorisme et assurer la sécurité et la stabilité dans la région.

Face aux événements survenus récemment, depuis le 8 août, dans la capitale provisoire à Aden et dans certains gouvernorats du sud du Yémen – notamment la rébellion armée par le Conseil de transition du sud, avec l'appui des Émirats arabes unis –, nous devons nous pencher sérieusement et en toute transparence sur la situation afin de surmonter ce dilemme, nous attaquer à ses causes et prévenir ses répercussions. Ce dilemme se caractérise par la prise de contrôle des institutions civiles et militaires de l'État, ainsi que par des atteintes aux biens publics et privés. Il nous a détournés de notre objectif principal : mettre un terme au coup d'État houthiste appuyé par l'Iran.

Le 8 août, des groupes militaires du Conseil de transition du Sud ont lancé une rébellion militaire – la deuxième après une tentative similaire en janvier 2018. Ces groupes militaires opérant en dehors du cadre de l'État ont attaqué les forces gouvernementales légitimes, leurs positions et leurs installations à Aden. À la suite de

cette attaque, le Royaume frère d'Arabie saoudite, qui est à la tête de la coalition, ainsi que ses dirigeants avisés, ont déployé d'énormes efforts pour contenir cette crise, et nous les en remercions. Néanmoins, les rebelles ne s'en sont pas tenus là et ont attaqué des institutions publiques dans deux autres provinces, Abiyan et Chaboua. L'armée nationale a résisté à ces attaques, qui vont à l'encontre des revendications de la coalition, et a pu forcer ces groupes militaires à se retirer.

Mais hélas, le 28 août, nous avons été pris de court par les frappes aériennes menées par les Émirats arabes unis contre nos contingents déployés à Aden. Pour limiter le bain de sang, nous avons retiré nos unités de la capitale provisoire du Yémen. Le lendemain, nous avons aussi été surpris par la poursuite des frappes aériennes illégales, en violation des objectifs de la coalition, contre l'armée nationale à Aden et dans la province d'Abiyan. Ces attaques ont coûté la vie à nombre des soldats de l'armée nationale et en ont blessé beaucoup d'autres.

Nous réaffirmons notre condamnation sans équivoque de la poursuite des efforts visant à armer et à soutenir les groupes militaires qui opèrent en dehors du cadre de l'État, pour quelque raison que ce soit. En outre, le Gouvernement yéménite salue les appels au dialogue lancés par le Royaume frère d'Arabie saoudite. Nous nous félicitons de la position du Royaume, qui réproprime totalement la récente escalade de la violence dans la capitale provisoire, Aden, et dans un certain nombre de provinces du sud. Nous remercions également le Royaume d'Arabie saoudite d'avoir rejeté toutes les répercussions de ces attaques militaires et fortement insisté pour que toutes les institutions civiles et militaires soient rétablies aux fins de la sécurité, de la stabilité, de l'unité et de l'intégrité territoriale complètes du Yémen. En effet, toute menace pour la stabilité du Yémen constitue une menace pour la sécurité et la stabilité du Royaume.

Nous saluons également la position claire du Royaume d'Arabie saoudite, qui appuie le Gouvernement yéménite représenté par le Président de la République du Yémen, M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour. Nous remercions le Royaume des efforts qu'il consent pour préserver les fondements de l'État yéménite et les intérêts de notre peuple. Nous le remercions de s'être opposé au coup d'État houthiste, et nous saluons ses efforts visant à garantir que nous ne perdons pas de vue les objectifs de la coalition : appuyer la légitimité de l'État, œuvrer à l'unisson pour mettre fin au coup d'État et lutter contre l'ingérence iranienne dans les affaires intérieures yéménites et dans la région.

Le Gouvernement yéménite a déployé des efforts considérables et inlassables pour mettre fin à la crise et revenir sur la voie légitime d'une solution globale et pacifique fondée sur les paramètres convenus, à savoir le Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions du Conseil de sécurité portant sur la question, en particulier la résolution 2216 (2015).

Nous avons exprimé notre plein appui aux efforts consentis par M. Griffiths et à tous les autres efforts internationaux visant à instaurer une paix durable au Yémen. Soucieux de préserver la paix, le Gouvernement yéménite a pris part à un certain nombre de discussions, dont les plus récentes se sont tenues en Suède. Il s'engage à mettre en œuvre l'Accord de Stockholm, ce qui constitue un pas en avant en termes d'instauration de la confiance, d'allègement des souffrances du peuple yéménite et de réalisation de la paix durable à laquelle nous aspirons tant.

Le Gouvernement yéménite a fait montre d'une grande souplesse pour sauver l'Accord de Stockholm. Cependant, les milices armées houthistes, obstinées, essaient de gagner du temps et ont dupé la communauté internationale tout en prolongeant la guerre et les souffrances du peuple et en sapant les efforts de paix déployés sous l'égide de l'ONU et de l'Envoyé Griffiths. Elles pourraient également saper les efforts déployés par le Conseil pour parvenir à une solution politique globale fondée sur les paramètres convenus – une solution qui réponde aux aspirations de tous les Yéménites et satisfasse leur désir de bâtir un nouveau Yémen fédéral qui repose sur les principes de justice, d'égalité, de respect du droit, de bonne gouvernance et de partenariat national pour la paix, plutôt que sur la guerre et la destruction.

Malgré l'accord conclu à la sixième réunion conjointe du Comité de coordination du redéploiement à Hodeïda, les 8 et 9 septembre, nous sommes extrêmement préoccupés par la poursuite des bombardements, des incursions et des violations du cessez-le-feu dans plusieurs districts de la province de Hodeïda. Ces violations sont commises par les milices houthistes, qui prennent pour cible des civils en violation flagrante du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Ces milices doivent respecter toutes les dispositions de l'Accord de Stockholm et de l'Accord sur Hodeïda. Elles doivent redéploier rapidement leurs contingents, conformément au concept opérationnel convenu, tout en mettant en œuvre le mécanisme de contrôle tripartite et en libérant tous les prisonniers et détenus, ainsi que les

victimes de disparition forcée, en plus de lever le blocus de la ville de Taëz.

Le Gouvernement yéménite s'efforce d'atteindre un certain nombre d'objectifs. Sur les plans humanitaire et économique, nous cherchons à augmenter les recettes de l'État afin qu'il puisse payer tous les fonctionnaires des provinces. Nous veillons à ce que le carburant puisse être distribué dans toutes les régions du Yémen, dans le respect, bien entendu, des normes de sécurité et des contraintes légales. Nous veillons à ce qu'il n'y ait pas de pénurie de carburant sur les marchés locaux et à ce que les prix du carburant ne puissent être manipulés. Depuis le coup d'État, les milices houthistes perçoivent des impôts et imposent des taxes illégales aux importateurs de produits pétroliers. Le Gouvernement yéménite appelle l'ONU et ses organismes à s'acquitter de leurs responsabilités et à jouer leur rôle humanitaire de manière professionnelle. Nous les exhortons à contraindre les milices houthistes à cesser d'entraver les efforts du Gouvernement visant à alléger les souffrances humanitaires du peuple yéménite dans des conditions ô combien difficiles. Les milices doivent lever tous les obstacles qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin. Nous demandons que des sanctions soient imposées aux milices houthistes et que des pressions soient exercées sur elles afin qu'elles ne provoquent pas une crise pétrolière, ce qui ne ferait qu'aggraver la situation humanitaire et contraindre les commerçants à violer les directives gouvernementales.

Nous tenons à mettre en garde les membres du Conseil contre les efforts continus déployés par les milices houthistes pour entraver le travail des experts de l'ONU chargés d'évaluer l'état du pétrolier *FSO SAFER*, qui contient 1,14 million de barils de pétrole brut. Si le pétrole venait à se répandre, cela aurait des conséquences écologiques dévastatrices sur la mer Rouge. Nous déplorons le silence de la communauté internationale sur ce point. Nous exhortons le Secrétaire général et le Conseil à prendre d'urgence des mesures pour faire pression sur les milices houthistes, ce qui permettrait au Groupe d'experts d'accéder au pétrolier et d'évaluer son état technique et, ce faisant, d'éviter une catastrophe maritime qui aurait des répercussions sur le Yémen et la région.

L'Iran a provoqué d'énormes dégâts au Yémen et dans la région et joue un rôle de grand saboteur en fournissant des armes et des fonds aux milices houthistes. Ces milices, sous l'étendard de la révolution iranienne, pratiquent l'oppression et la torture, tout en utilisant certaines zones du Yémen comme plateformes pour lancer

des missiles qui menacent la sécurité des pays voisins et la navigation dans la mer Rouge. Elles menacent également la sécurité régionale et internationale.

Les rapports de l'ONU illustrent l'appui que reçoivent les milices houthistes de la part de l'Iran. En conséquence du coup d'état perpétré par les milices houthistes, le Yémen est en proie à la pire catastrophe humanitaire au monde. Les milices continuent de commettre des violations en pillant l'aide humanitaire, en bombardant des silos, en assiégeant un nombre croissant de villes et de villages et en lançant des attaques contre des civils et des zones résidentielles. Elles posent des mines, recrutent des enfants, détruisent les maisons d'opposants politiques, ciblent des journalistes, détiennent des personnes arbitrairement et enlèvent des activistes politiques et des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des directeurs de banque et des hommes d'affaires, sans aucune justification légale. Tous ces actes constituent des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Avant de terminer mon propos, je tiens à souligner que les consultations ne peuvent se poursuivre si l'Accord sur Hodeïda n'est pas mis en œuvre. Nous appelons donc le Conseil à assumer ses responsabilités en faisant appliquer l'Accord et l'ensemble de ses dispositions sans plus attendre.

Je tiens également à réaffirmer que le Gouvernement yéménite fait tout son possible et continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer l'ONU et ses organismes dans la conduite de leurs activités. Nous sommes prêts à renforcer notre coopération et notre appui pour leur permettre de poursuivre sans entrave leurs travaux facilités par l'ONU. Nous avons donné des éclaircissements à ce sujet dans la réponse que nous avons adressée au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Régler le conflit au Yémen signifie mettre fin au coup d'État et rétablir les institutions publiques qui ont été saisies. Nous appelons une fois de plus le Conseil à mettre en œuvre ses résolutions sur le Yémen pour parvenir à une solution politique globale qui répondra aux aspirations de tous les Yéménites et permettra de rétablir une paix durable sur la base du mandat convenu.

Le Président (parle en russe) : Il n'y a plus d'oratrices ou d'orateurs ou inscrits sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 5.